



RAPPORT FINAL

1. La 9^{ème} Session de la Commission de statistique de l'Organisation de coopération islamique (OIC-StatCom) a été organisée par le Centre de recherche statistique, économique et sociale et de formation pour les pays islamiques (SESRI) en collaboration avec la banque islamique de développement (BID) du 28 septembre au 1er octobre 2020 par vidéo-conférence en raison de la pandémie de COVID-19.
2. Un total de 95 participants des ONS de 39 pays de l'OCI ont participé à la 9^{ème} session de l'OIC-StatCom, dont l'Algérie, l'Azerbaïdjan, le Bahreïn, le Bangladesh, le Bénin, le Brunei, le Tchad, Djibouti, l'Égypte, le Gabon, la Gambie, la Guinée, la Guyane, l'Indonésie, Iran, Irak, Jordanie, Kazakhstan, Koweït, Kirghizstan, Malaisie, Maldives, Maroc, Mozambique, Niger, Oman, Pakistan, Palestine, Qatar, Arabie Saoudite, Sénégal, Soudan, Suriname, Togo, Tunisie, Turquie, Ouganda, Ouzbékistan et Yémen. Des représentants de neuf organisations internationales et régionales, dont le Secrétariat général de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), le Groupe de la Banque islamique de développement (BID), l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire (OISA), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Oxford Poverty & Human Development Initiative (OPHI), le Partenariat statistique pour le développement au 21^{ème} siècle (PARIS21), le Centre statistique du Conseil de coopération des pays arabes du Golfe (CCG-Stat), la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale (CESAO) et la Division de statistique des Nations unies (DSNU) ont également assisté et participé à la session.
3. L'ordre du jour de la 9^{ème} session de l'OIC-StatCom était comme suit:
 - Session d'ouverture;
 - Rapport du Secrétariat de l'OIC-StatCom sur la mise en œuvre des résolutions de la 8^{ème} session de l'OIC-StatCom;
 - Adoption de la vision stratégique de l'OIC-StatCom pour 2030 et du programme d'action (PA) 2021-2025;
 - Nouvelles approches pour le renforcement des capacités des systèmes statistiques nationaux;
 - Génération des indicateurs de l'ODD à partir des données des recensements de la population, du logement et de l'agriculture;
 - Suivi et compte-rendu des indicateurs de l'ODD #1 (Pas de pauvreté) ;
 - Utilisation de sources non traditionnelles de données dans les statistiques officielles; et
 - Discussions ouvertes et séance de clôture.
4. Tous les documents de la 9^{ème} Session de l'OIC-StatCom, y compris toutes les présentations et déclarations ainsi que la liste des participants, sont disponibles en ligne à l'adresse <https://bit.ly/OICStatCom9Docs> et peuvent être consultés pour des informations plus détaillées.

RAPPORT FINAL

Lundi 28 septembre 2020

Session d'ouverture

Discours de bienvenue

5. La séance d'ouverture a débuté par les allocutions de bienvenue de S.E. le Dr Mohd. Uzir MAHIDIN, Statisticien en chef du Département des Statistiques de Malaisie, Président de la 8^{ème} Session de l'OIC-StatCom ; S.E. M. Nebil DABUR, Directeur Général du SESRIC ; M. Jakhongir KHASANOV, Représentant du Secrétariat Général de l'OCI (SG de l'OCI) ; Dr. Areef SULEMAN, Représentant du groupe de la BID ; et M. Stefan Schweinfest, directeur de l'DSNU (par message vidéo).
6. Dans son discours, S.E. le Dr Mohd. Uzir MAHIDIN a fait part de certaines initiatives du Département des statistiques de Malaisie (DSM) visant à aider le gouvernement malaisien à prendre des décisions fondées sur des preuves pour faire face à la crise de la pandémie de COVID-19 et pour assurer le bien-être de la communauté. En tant que président sortant des 7^{ème} et 8^{ème} sessions de l'OIC-StatCom, S.E. Dr. Mahidin a remercié le Secrétariat et les membres du Bureau de l'OIC-StatCom pour leur soutien et a félicité S.E. M. Nyakassi M.B. SANYANG qui sera le président de la 9^{ème} session de l'OIC-StatCom.
7. Dans son discours d'ouverture, S.E. M. Nebil DABUR a souligné l'importance de l'OIC-StatCom en tant qu'initiative unique et plateforme de coopération au service des États membres de l'OCI dans le domaine des statistiques. S.E. M. Dabur a également souligné que les ONS jouent un rôle essentiel et indispensable, notamment en produisant des données opportunes et fiables pour soutenir les plans et les initiatives des gouvernements face aux défis socio-économiques de la pandémie. Il a en outre déclaré que pour tenter de répondre à cette situation extraordinaire, le SESRIC a décidé très tôt et a déjà commencé à mener des activités de renforcement des capacités statistiques en ligne au lieu de les reporter. Avant de conclure son discours, S.E. M. Dabur a exprimé une fois de plus ses sincères remerciements aux membres sortants du Bureau de l'OIC-StatCom des deux sessions précédentes, et a félicité les nouveaux membres du Bureau de la 9^{ème} session de l'OIC-StatCom.
8. Le message de S.E. Dr. Yousef A. AL-OTHAIMEEN, Secrétaire Général de l'OCI, a été délivré par M. Jakhongir KHASANOV. Dans son message, S.E. le Dr Al-Othaimeen a déclaré que la demande en nouvelles données est apparue au niveau national et au niveau de l'OCI pendant la pandémie de COVID-19 car les gouvernements, les prestataires de soins de santé et les autres secteurs concernés ont besoin d'un flux constant de données obtenues en temps opportun et désagrégées pour surveiller la propagation du virus et informer les efforts visant à sauver des vies et à relancer l'économie. Le message du Secrétaire général a également souligné la recommandation principale de la réunion extraordinaire du Comité exécutif de l'OCI au niveau des ministres des affaires étrangères sur les conséquences de la pandémie de COVID-19 et la réponse commune, qui appelle à la coopération et à la coordination entre les États membres de l'OCI dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. S.E. Dr. AL-OTHAIMEEN a appelé les membres de l'OIC-StatCom à redoubler d'efforts pour améliorer leurs systèmes statistiques nationaux



RAPPORT FINAL

(SSN), en particulier pour les pays les moins avancés, par le transfert de connaissances, le partage d'expériences et la mise à disposition de solutions et d'outils innovants pour tous.

9. Le Dr. Areef SULEMAN a fait cette déclaration au nom du Groupe de la BID en soulignant l'impact de la pandémie de COVID-19 qui a causé des défis sans précédent non seulement dans les domaines de la santé et de l'économie mais a également perturbé le domaine des statistiques. Il a exhorté les pays membres à se concentrer sur l'innovation et la modernisation des SSN afin de leur permettre de répondre à la demande toujours croissante de données et de statistiques. Il a souligné que la pandémie a donné l'occasion aux services nationaux de statistique d'innover et de tirer parti des possibilités offertes par la science et la technologie pour utiliser de nouvelles sources de données et de nouveaux outils, notamment l'imagerie par satellite, les données mobiles, les données générées par les citoyens et d'autres sources de données non traditionnelles, afin d'améliorer l'actualité et la qualité des statistiques officielles.
10. M. Stefan SCHWEINFEST, Directeur de la DSNU, a prononcé son discours par un message vidéo dans lequel il a exprimé sa haute considération au SESRIC pour la coopération étroite avec la DSNU au cours des années et a souligné l'importance du SESRIC en tant que partenaire dans la promotion du développement des ONS et en tant que membre actif du Comité pour la Coordination des Activités Statistiques (CCSA). M. Schweinfest a en outre souligné que 2020 est une période anormale car la COVID-19 continue à se répandre dans tous les pays. Il a mentionné qu'une enquête mondiale menée conjointement par la DSNU et la Banque mondiale en coordination avec les commissions régionales des Nations unies a fourni des informations clés sur les principaux défis auxquels les ONS sont confrontées pour lutter contre les effets de la pandémie de COVID 19. Parmi les enseignements tirés de l'enquête, on peut citer la nécessité d'investir dans les technologies numériques et les infrastructures informatiques pour soutenir le travail à distance, la formation, la collecte et le stockage des données, qui sont essentiels pour que les ONS puissent continuer à fonctionner normalement pendant la pandémie.

Élection des membres du Bureau de la 9^{ème} session de l'OIC-StatCom

11. Dr. MAHIDIN a annoncé les membres élus du Bureau de la 9^{ème} session de l'OIC-StatCom comme suit:
 - Président : La Gambie (représentant la région Afrique) ;
 - Vice-président : Maroc (représentant la région arabe) ;
 - Vice-président : Ouzbékistan (représentant la région Asie) ;
 - Vice-président permanent : la Palestine (conformément au règlement intérieur de l'OIC-StatCom) ; et
 - Rapporteur: SESRIC (selon le Règlement intérieur de l'OIC-StatCom).

9^{ème} Session de la Commission de Statistique de l'OCI
28 septembre - 01 octobre 2020, Réunion virtuelle

RAPPORT FINAL

Passage de la présidence du groupe asiatique au groupe africain

12. Après avoir annoncé les membres élus du Bureau de la 9^{ème} session de l'OIC-StatCom, Dr Mahidin a passé la présidence de l'OIC-StatCom au nouveau Président, S.E. M. Nyakassi M. B. SANYANG, Statisticien Général du Bureau des Statistiques de Gambie (BSG).
13. Après la passation de la présidence, S.E. M. SANYANG a prononcé son discours d'ouverture. Il a commencé ses remarques en remerciant son prédécesseur, S.E. Dr. MAHIDIN, et les membres de la Commission pour la confiance accordée à la Gambie pour présider la 9^{ème} session de l'OIC-StatCom. Dans ses remarques, S.E. M. SANYANG a souligné que la coordination des SSN doit encore être renforcée dans de nombreux pays pour répondre efficacement aux besoins de données liées à la pandémie de COVID-19. À cet égard, il a salué les contributions du SESRIC au renforcement des capacités techniques des ONS des pays de l'OCI par le biais du programme de renforcement des capacités statistiques du SESRIC (StatCaB). Avant de conclure ses remarques, S.E. M. SANYANG a souligné que la 9^{ème} Session de l'OIC-StatCom est importante car la Commission adoptera la Vision stratégique de l'OIC-StatCom pour 2030 et son Programme d'Action 2021-2025 qui servira de ligne directrice aux membres de l'OIC-StatCom et au Secrétariat dans la réalisation de leurs activités futures.

Adoption de l'ordre du jour

14. Dr. Atilla KARAMAN, Directeur du Département des Statistiques et de l'Information du SESRIC, a résumé le projet d'ordre du jour et S.E. M. Nyakassi M. B. SANYANG, Président de la 9^{ème} Session de l'OIC-StatCom, a ouvert le débat pour tout commentaire. L'ordre du jour a été adopté à l'unanimité.

Session sur « Le Rapport du Secrétariat de l'OIC-StatCom sur la mise en œuvre des résolutions de la 8^{ème} Session de l'OIC-StatCom »

15. Le Dr. KARAMAN a informé les délégués de la commission sur la mise en œuvre des résolutions de la 8^{ème} session de l'OIC-StatCom
16. S.E. M. SANYANG a loué les efforts du Secrétariat pour la mise en œuvre des résolutions de la 8^{ème} session malgré les défis de la pandémie de COVID-19. En outre, il a appelé les membres de la Commission qui n'ont pas encore répondu au questionnaire de StatCaB pour les exercices 2020 et 2021 à communiquer leurs réponses en fonction de leurs besoins et capacités. En outre, il a salué les progrès réalisés dans le cadre du projet: Questions sur le tabagisme à utiliser dans les enquêtes (TQS).
17. Le Dr KARAMAN a ajouté que le Secrétariat met en œuvre diverses modalités, notamment des cours et des réunions consultatives en ligne, en collaboration avec les membres de la Commission. Il a également informé les délégués que le Secrétariat a noué des premiers contacts avec certains membres de la Commission afin de planifier une série de webinaires sur le partage d'expériences statistiques dans un avenir proche. À cet égard, il a invité les membres de la Commission à soumettre leurs propositions pour d'éventuels webinaires sur des thèmes statistiques d'intérêt mutuel. En ce qui concerne les activités

9^{ème} Session de la Commission de Statistique de l'OCI
28 septembre - 01 octobre 2020, Réunion virtuelle

RAPPORT FINAL

de StatCaB pendant la pandémie de COVID-19, le Dr KARAMAN a souligné l'importance de la poursuite de la communication entre le Secrétariat et les membres de la Commission et a appelé les membres de l'OIC-StatCom à répondre rapidement à la communication envoyée par le Secrétariat afin d'accroître l'efficacité et du programme StatCaB.

Session sur « L'adoption de la vision stratégique de l'OIC-StatCom pour 2030 et du programme d'action 2021-2025 »

- 18.** La Malaisie, en tant que co-président du groupe de travail (GT), a fait une présentation sur la vision stratégique de l'OIC-StatCom pour 2030 et le PA 2021-2025 préparé sur la base des réponses des membres de l'OIC-StatCom au questionnaire conçu à cet effet et des commentaires recueillis lors de la 8^{ème} session de l'OIC-StatCom en 2019. Après la présentation, le président ouvre le débat pour les questions et réponses.

Questions et réponses

- 19.** L'Égypte a remercié la Malaisie et le Secrétariat d'avoir préparé le document de vision stratégique, y compris son programme d'action 2021-2025, et a demandé un soutien pour l'élaboration d'un document de vision stratégique similaire pour l'Agence centrale pour la mobilisation du public et les statistiques (CAPMAS) d'Égypte. Le secrétariat s'est déclaré prêt à partager avec l'Égypte les expériences des agences internationales compétentes concernant la structure de la stratégie nationale pour le développement des statistiques (SNDS).
- 20.** Oman a proposé d'intégrer la pandémie de COVID-19 dans la liste de défis afin qu'elle puisse guider les ONS à l'avenir au cas où de telles circonstances imprévues se produiraient. Ils ont également suggéré d'inclure la collaboration avec les organisations statistiques régionales dans les parties pertinentes du document. Le Secrétariat inclura les propositions d'Oman dans le document de vision stratégique et les partagera avec les pays membres en conséquence.

Mardi 29 septembre 2020

Session sur « Les nouvelles approches pour le renforcement des capacités des systèmes statistiques nationaux »

- 21.** Lors de cette session, des présentations ont été faites par M. Johannes JÜTTING (PARIS21) et Mme. Julia SCHMIDT (PARIS21), Dr. Juraj RIECAN (UNESCWA), M. Ashkan SHABBAK (SCI, Iran), Dr. Shabnum SARFRAZ (PBS, Pakistan), et M. Orçun AYDIN (TurkStat, Turquie) et M. Hasan TEKGUL (TurkStat, Turquie). Après les présentations, le président a ouvert le débat pour les questions et réponses.

Questions et réponses

- 22.** La Jordanie a demandé comment utiliser les données administratives et comment accroître la capacité des services nationaux de statistique à fournir des données en temps utile. PARIS21 a répondu que



RAPPORT FINAL

l'investissement dans les SSN est nécessaire pour atteindre une diffusion des données en temps quasi réel. Les directives sur la SNDS de PARIS21¹ comportent un lien sur la manière d'utiliser les données administratives. PARIS21 a ajouté que le rôle des ONS dans le système statistique est important pour fournir des données fiables et de qualité aux décideurs politiques.

23. La Gambie a remercié PARIS21 pour son soutien dans le développement de sa SNDS et a demandé la possibilité d'avoir une assistance technique sur le système de comptabilité économique et environnementale (SEEA) dans le cadre des statistiques environnementales. PARIS21 a informé qu'il a entamé une coopération avec les ONS de Suède et de la Zambie par le biais d'une formation sur les statistiques environnementales et a suggéré aux délégués qui sont intéressés par une formation sur ce sujet de contacter le secrétariat de PARIS21.
24. L'Indonésie a soulevé des questions concernant le renforcement des capacités en matière de réalisation d'enquêtes en ligne et la manière de traiter la question de l'échantillonnage et de la qualité des données dans les enquêtes en ligne. Le PARIS21 s'est déclaré prêt à fournir des documents de référence et d'autres matériels pour aider les ONS à réaliser les enquêtes en ligne.
25. Le Pakistan a demandé à l'UNESCWA si elle pouvait aider le Pakistan à adopter et utiliser les nouvelles technologies dans les recensements. L'UNESCWA a déclaré qu'elle était prête à aider le Pakistan à cet égard.
26. La Malaisie a fait part de ses initiatives visant à renforcer et à maintenir les capacités des nouvelles compétences requises pour répondre à l'évolution de la demande dans divers domaines, comme la création d'une équipe centrale d'analyse des Big Data. Elle continue à moderniser les services du secteur public en gérant et en mettant en œuvre divers projets Big Data en collaboration avec d'autres agences gouvernementales et des entreprises privées, tels que l'imagerie par satellite, le système d'analyse agricole et les données de positionnement mobile.

Session sur « La génération des indicateurs ODD à partir des données de recensement de la population, des logements et de l'agriculture »

27. Au cours de cette session, les présentations ont été faites par Mme Meryem DEMIRCI (DSNU), M. Pietro GENNARI (FAO), M. Lamin L. DIBBA (BSG, Gambie), Dr. Nashrul WAJDI (BPS, Indonésie), et M. Ibrahim ALNAAMANI (NSCI, Oman). Pendant les présentations, certains délégués ont affiché leurs questions dans la fenêtre de discussion Zoom.

Questions et réponses

28. Le groupe de la BID a demandé à la DSNU si la désagrégation infranationale pouvait être comparée d'un pays à l'autre et s'il y avait des contraintes à prendre en compte telles que les pondérations. L'UNSD

¹ <https://nsdsguidelines.paris21.org/> or <https://nsdsguidelines.paris21.org/NSDS-GUIDELINES-full-lang-en.pdf>

RAPPORT FINAL

a répondu que la désagrégation infranationale pourrait ne pas être comparable d'un pays à l'autre car les pays définissent les zones rurales/urbaines ou les régions de différentes manières. Cependant, il est important de comprendre comment un indicateur ODD spécifique diffère selon les régions ou les zones rurales/urbaines au sein d'un pays. En outre, la DSNU a ajouté que les recensements de la population et du logement (RPL), l'état civil et les statistiques de l'état civil (CRVS) collectent des informations pour tous les individus et qu'il n'est pas nécessaire d'utiliser des pondérations. La DSNU a fait référence à son atelier conjoint avec le SESRIC en 2019 et se réjouit d'organiser des activités en ligne avec le SESRIC en 2021.

29. Le Soudan a demandé à l'UNSD des précisions sur le pays de naissance pour identifier le migrant. L'UNSD a indiqué que la population née à l'étranger pouvait être utilisée pour identifier les migrants.

Mercredi 30 septembre 2020

Session sur « La génération des indicateurs des ODD à partir des données de recensement de la population, des logements et de l'agriculture » (suite)

30. Le troisième jour de la 9^{ème} session de l'OIC-StatCom a commencé par des présentations du Pakistan, de la Palestine et de la Turquie qui ont dû être reportées du deuxième jour. Les présentations ont été faites par Mme Rabia AWAN (PBS, Pakistan), Mr. Ahmed Mohamed Ahmed Mardawi (PCBS, Palestine), et M. Hakan YAZICIOĞLU (TurkStat, Turquie). Après les présentations, le président a ouvert le débat pour les questions et réponses. Certains délégués ont affiché leurs questions dans la fenêtre de discussion Zoom.

Questions et réponses

31. Le Kirghizistan a demandé à la Turquie si elle avait pleinement accès au registre national de la population pour produire des données de recensement et a demandé qui gère les registres de la population et des logements. La Turquie a répondu que TurkStat a un accès complet aux données de population concernant le protocole signé entre TurkStat et le ministère de l'intérieur. Le propriétaire du système d'enregistrement de la population basé sur l'adresse (ADBRS) est le ministère de l'intérieur.
32. Les Maldives ont demandé comment la Turquie partage ses registres avec les autres agences concernées. La Turquie a indiqué qu'elle partage les données avec les organismes concernés conformément à la loi et aux protocoles statistiques. Suite à cette question, les Maldives ont demandé à la Turquie des explications supplémentaires sur la manière dont elles développent le registre de la population basé sur les ménages. La Turquie a expliqué qu'en 2007, elle a tout d'abord développé une base de données nationale d'adresses (NAD) avec une application menée par les municipalités, les administrations provinciales spéciales. Dans cette application de terrain, tous les bâtiments, appartements, hôpitaux, écoles, etc., ont été enregistrés dans le système par leur adresse. Un code unique a été attribué à chaque adresse. Après la création de la NAD, la deuxième phase, qui est l'application de terrain pour la collecte



RAPPORT FINAL

d'informations sur les adresses de résidence habituelle, a été menée par TurkStat. Les recenseurs ont réalisé l'application sur le terrain en visitant toutes les adresses et en remplissant les formulaires dans chaque localité. Les personnes sont enregistrées à leur adresse de résidence habituelle. En fin de compte, la Turquie disposait d'un ADBRS qui faisait correspondre les informations personnelles du système central d'enregistrement des faits d'état civil (MERNIS) et les adresses de la NAD en utilisant les numéros d'identification de la République de Turquie.

33. Oman a demandé à la Turquie si les registres basés sur les adresses seront reliés à d'autres sources de données telles que l'éducation et la santé. La Turquie a expliqué que TurkStat a actuellement un plan pour intégrer divers registres dans une base de données des caractéristiques de la population, qui servira pour le recensement de la population et du logement de 2021. Dans cette base de données, jusqu'à présent, les registres de la population, de l'éducation, des adresses et des handicaps sont intégrés, mais le travail se poursuit sur l'intégration des registres de l'emploi, des registres des bâtiments et des logements intégrés aux données géospatiales (grids). La Turquie a ajouté qu'un accord et ainsi des protocoles entre les producteurs de données sur ces domaines sont nécessaires.
34. Le Brunei a demandé à la Turquie si un identifiant unique (ou identifiant statistique) est attribué lors de la construction de la base de données d'adresses et qui gère cette base de données. La Turquie a répondu qu'elle a un code d'adresse pour chaque bâtiment et que le codage est géré par le ministère de l'Intérieur. Les municipalités mettent fréquemment à jour la base de données des adresses. Dans le système d'enregistrement de la population par adresse (ABPRS), la Turquie dispose d'un registre des numéros d'identification de la République turque, qui sert d'identification pour chaque personne et qui est mis en correspondance avec l'adresse de chaque individu. À cet égard, ils pourraient récupérer les données sur l'adresse, l'âge, le sexe, l'état civil, le statut migratoire et la nationalité de chaque personne par le biais de l'ABPRS. La Turquie a ajouté que ces informations peuvent également être liées à leur éducation et à leur situation professionnelle. Le système ABPRS active cette fonction.
35. Le Président a demandé au SESRIC quel type de soutien est fourni par le SESRIC aux pays membres sur les recensements. Le SESRIC a informé tous les délégués que le SESRIC a une coopération en cours avec la DSNU en tant qu'organe apex fournissant les manuels et les matériaux techniques sur les recensements. En 2018, le SESRIC a signé une lettre d'accord avec la DSNU pour renforcer davantage la collaboration mutuelle dans le domaine des recensements. À cet égard, le SESRIC a organisé, en collaboration avec la DSNU, un atelier régional sur le Programme mondial 2020 sur les recensements de la population et du logement : Normes internationales et technologies contemporaines en collaboration avec la DSNU en 2019. Le SESRIC a ajouté que sur la base de la demande actuelle des pays membres, le SESRIC contactera la DSNU pour planifier des webinaires communs ou des activités virtuelles similaires sur les recensements dans un avenir proche.

RAPPORT FINAL

- 36.** La Malaisie a informé que le Département des statistiques de Malaisie (DSM) a pris l'initiative de mettre en œuvre la transformation dans la conduite du recensement. Le programme de transformation du recensement en Malaisie (MyCTP) comprend six éléments d'innovation dans la mise en œuvre du recensement de 2020. MyCTP fournit une conception opérationnelle en vue de la modernisation des TIC dans le cadre de MyCensus 2020. En ce qui concerne le recensement agricole (RA), le dernier RA a été effectué en 2005 en Malaisie. Le RA a couvert quatre sous-secteurs, à savoir les cultures, l'élevage, les forêts et l'exploitation forestière et la pêche. Le DSM a ensuite effectué un recensement économique tous les cinq ans depuis 2006 (année de référence 2005), puis en 2011 (année de référence 2010) et enfin en 2016 (année de référence 2015). Le recensement a couvert cinq secteurs principaux, à savoir l'agriculture, les mines et carrières, l'industrie manufacturière, la construction et les services, qui comprenaient tous les établissements enregistrés.

Session sur « Suivi et présentation de rapports sur les indicateurs du ODD #1 (Pas de pauvreté) »

- 37.** Au cours de cette session, les présentations ont été faites par le Dr. Sabina ALKIRE (OPHI), Mme Nesma AMER (CAPMAS, Égypte), Mme. Harmawanti MARHAENI (BPS, Indonésie), Mme. Rabia AWAN (PBS, Pakistan), M. Mohammed L. JANNEH (BSG, Gambie), Mme. Magda M. ELGAALI (CBS, Soudan) et M. Hakan YAZICIOĞLU (TurkStat, Turquie). Après les présentations, le président a ouvert le débat pour les questions et réponses. Certains délégués ont affiché leurs questions dans la fenêtre de discussion Zoom.

Questions et réponses

- 38.** La BID a demandé à l'Égypte des éclaircissements concernant le pourcentage du seuil de pauvreté national qu'elle a indiqué dans sa présentation. L'Égypte a expliqué que 32,5% est le pourcentage de personnes en dessous du seuil de pauvreté national mais que 6,2% est le pourcentage de personnes pauvres qui souffrent de pauvreté alimentaire.
- 39.** L'Indonésie a demandé à l'Égypte plus d'informations sur la façon de calculer l'extrême pauvreté. L'Égypte a répondu qu'elle calculait l'extrême pauvreté en utilisant l'apport calorique et les calories nécessaires pour effectuer des activités naturelles.
- 40.** Le Kirghizistan a demandé à la Turquie si elle disposait d'une plateforme de diffusion et de rapport sur les ODD. La Turquie a précisé qu'elle ne disposait pas d'une plate-forme pour la diffusion des données des ODD. Cependant, ils publient des communiqués de presse chaque année pour diffuser les données (avec les métadonnées) couvrant la période depuis 2010. La Turquie a ajouté qu'elle prévoit de créer un portail web à la fin de cette année au lieu de publier des communiqués de presse afin qu'il présente les données les plus actualisées.
- 41.** La Turquie a commenté la présentation de l'OPHI concernant l'indicateur de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale (AROPE) qui peut également être utilisé pour mesurer l'indicateur de l'ODD 1.2.2.

RAPPORT FINAL

En outre, la Turquie a ajouté que cet indicateur est comparable au niveau international et produit par tous les pays de l'UE.

- 42.** La Malaisie a indiqué que l'incidence de la pauvreté absolue est de 5,6 %, ce qui représente 405.441 ménages pauvres en Malaisie. La pauvreté relative se réfère à une approche de mesure selon laquelle le revenu du ménage est comparé à un certain niveau de vie déterminé par la société. Contrairement à la pauvreté absolue, le seuil de pauvreté relative n'est pas mesuré à l'aide du revenu du seuil de pauvreté (RSP), alors qu'il est défini comme la moitié du revenu médian de tous les ménages pour l'année en question. Un ménage est classé comme « relativement pauvre » si son revenu total est inférieur au seuil de pauvreté relative. Le seuil de pauvreté relative dépend de la répartition actuelle des revenus des ménages au cours de l'année de référence. Selon cette définition, la valeur de la pauvreté relative en 2019 était de 16,9 %. Les efforts de la Malaisie pour éradiquer la pauvreté ont toujours mis l'accent sur l'éducation et le développement des compétences, la génération de revenus, la création d'emplois et l'accès aux besoins de base tels que l'électricité, l'eau potable, le transport et le logement, ainsi que les filets de sécurité sociale. La pauvreté absolue ayant été largement éradiquée, la Malaisie a commencé à se concentrer sur la pauvreté relative dans les « 40 derniers ménages (B40) » qui constituent les 40% les plus pauvres de la distribution des revenus de la nation.

Session sur « L'utilisation de sources non traditionnelles de données dans les statistiques officielles »

- 43.** Au cours de cette session, les présentations ont été faites par M. Ronald JANSEN (DSNU), Dr Juraj RIECAN (UNESCWA), Dr Edi SETIAWAN (BPS, Indonésie), M. Hayrettin Erdem SAHINLER (TurkStat, Turquie) et M. Halil ZEYBEK (TurkStat, Turquie). Après les présentations, le président a ouvert le débat pour les questions et réponses. Certains délégués ont affiché leurs questions dans la fenêtre de discussion Zoom.

Questions et réponses

- 44.** Le Kirghizistan a demandé si d'autres acteurs publics et privés pouvaient s'associer aux ONS en termes de collecte, de traitement et de diffusion des données provenant des sources de Big Data, car les ONS pourraient ne pas être en mesure de gérer les Big Data en raison de ressources et de capacités limitées. La DSNU a répondu que la Plate-forme mondiale des Nations unies² utilise des services du secteur privé tels que AWS, Google Cloud, Algorithmia, les données AIS d'ExactEarth, etc. qui sont à la disposition des ONS depuis la création de la plateforme mondiale des Nations unies en tant que plateforme relevant de la Commission de statistique des Nations unies.
- 45.** Le SESRIC a demandé à la DSNU s'il y a une condition pour accéder aux services mentionnés et comment les ONS peuvent y accéder. La DSNU a précisé qu'il n'y a aucune condition pour rejoindre les services et le travail mis à disposition dans le cadre de la plate-forme mondiale des Nations unies. Le

² <https://marketplace.officialstatistics.org/>



RAPPORT FINAL

modèle financier de la Plate-forme mondiale des Nations unies est basé sur le financement par des donateurs ou des fonds de projet.

46. Le groupe de la BID a demandé à l'Indonésie de préciser si des formulaires de consentement de tous les abonnés sont nécessaires. L'Indonésie a répondu que BPS n'avait pas obtenu les données brutes de l'opérateur de réseau mobile (PRM). Le BPS a utilisé la méthode du bac à sable pour accéder aux données de l'échantillon afin de générer l'algorithme. L'algorithme est envoyé à l'ORM, qui produira les données agrégées et les tableaux.
47. Les Maldives ont posé deux questions à l'Indonésie sur la manière dont la composante "Big Data" est traitée dans la loi indonésienne sur les statistiques et sur le type de collaboration entre le BPS et les ORM en termes d'accès aux données mobiles. L'Indonésie a expliqué qu'ils ont déjà inclus l'utilisation de la technologie comme l'une des méthodes de collecte de données dans la loi indonésienne sur les statistiques. En outre, le BPS a des accords avec les ORM pour 5 ans et signe le contrat chaque année.
48. Le SESRIC a posé une question à la Turquie sur la proportion d'outils open-source utilisés dans leurs projets Big Data et la possibilité de traiter tous les projets Big Data uniquement avec des outils open-source. La Turquie a répondu que sa plateforme Big Data n'utilise que des outils open-source tels que Hadoop, Kafka, Spark, etc.
49. Le Kazakhstan a demandé à la Turquie de préciser si les données issues des scanners sont uniquement accessibles à TurkStat ou si le bureau des impôts peut également accéder à ces données. Par ailleurs, le Kazakhstan s'est interrogé sur le bénéficiaire principal des données provenant des détaillants. La Turquie a expliqué qu'ils obtiennent les données des scanners directement des entreprises. Ils ont ajouté que les institutions fiscales obtiennent les données des factures des entreprises intermédiaires. En outre, les données sont extraites des boutiques en ligne.
50. La Malaisie a partagé son expérience sur son projet Big Data, STATSBD, qui a donné l'occasion au DSM d'acquérir une expérience pratique dans l'évaluation des problèmes commerciaux, statistiques, techniques, informatiques et autres liés à l'utilisation des Big Data. Ce projet a indirectement augmenté la capacité technologique du DSM à saisir, stocker, traiter et analyser les Big Data pour la production de statistiques. La Malaisie a ajouté que la participation du DSM aux activités nationales et internationales dans le domaine des Big Data aide le DSM à partager son expérience et à acquérir des connaissances auprès des autres. La collaboration avec les entreprises technologiques permet au DSM de mieux acquérir les capacités et les compétences nécessaires pour gérer le volume élevé de données. À titre d'exemple, le DSM adopte des techniques de web-scraping par l'exploration des données de prix sur les sites web identifiés afin d'éviter la collecte physique des données de prix en réponse à la pandémie de COVID-19 dans la production de l'indice des prix à la consommation (IPC). La Malaisie a informé que d'autres projets Big Data sont prévus pour les années à venir et que cela comprendrait l'exploration de données de positionnement mobile pour la production mensuelle de statistiques sur le tourisme entrant, de statistiques sur les migrations et la mobilité de la population, et la télédétection pour les statistiques agricoles.

RAPPORT FINAL

Jeudi 1 octobre 2020

Questions diverses, adoption des résolutions et séance de clôture

- 51.** Le Secrétariat a partagé le projet de résolution (dans les trois langues officielles de l'OCI) avec les délégués de la 9^{ème} session de l'OIC-StatCom le 30 septembre 2020. Les projets de résolution ont été préparés à la lumière des discussions qui ont eu lieu pendant les trois jours de la Commission. Les délégués doivent envoyer leurs commentaires par courrier électronique au secrétariat au plus tard le 6 octobre 2020. Après les délibérations, les projets de résolution seront révisés en fonction des contributions reçues et seront partagés avec les délégués en tant que version finale.
- 52.** À la fin de la session, S. E. M. Nebil DABUR, Directeur Général du SESRIC, et S.E. M. Nyakassi M. B. SANYANG, Président de la 9^{ème} Session de l'OIC-StatCom, ont prononcé leurs remarques de clôture.